

Volet B

**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

Réservé
au
Moniteur
belge

19310700



Déposé
12-03-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 14/03/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0722640793

Dénomination : (en entier) : **L'Atelier Soi.e.s Toi.T**

(en abrégé) : **L'AST**

Forme juridique : Société privée à responsabilité limitée

Siège : Rue des Tilleuls 51
(adresse complète) 5680 Doische

Objet(s) de l'acte : CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE
SUCCURSALE)

Il résulte d'un acte reçu par le Notaire Christine CLINQUART, de résidence à Jumet, en date du 11 mars 2019, que la société privée à responsabilité limitée, dénommée "**L'Atelier Soi.e.s Toi.T**", en abrégé « **L'AST** », ayant son siège social à 5680 Doische, rue des Tilleuls, 51, a été constituée et que les mentions obligatoires de publicité sont les suivantes :

FONDATEURS :

1/ Monsieur **VAN DAMME Pascal** Marie Marcel Jacques, né à Renaix le 22 février 1969 (RNPP 690222-115-09), époux de Madame CHRISTOPHE Géraldine, domicilié à 5680 Doische, rue des Tilleuls, 51.

2/ Madame **CHRISTOPHE Géraldine**, née à Namur le 14 novembre 1974 (RNPP 741114-056-88), épouse de Monsieur VAN DAMME Pascal, domiciliée à 5680 Doische, rue des Tilleuls, 51.

Les cent quatre-vingt-six (186) parts sont souscrites en espèces, au prix de cent euros (100,00-€) chacune, comme suit :

- par Monsieur Pascal VAN DAMME, à concurrence de dix-huit mille trois cents euros, soit cent quatre-vingt-trois parts..... 183

- par Madame CHRISTOPHE Géraldine, à concurrence de trois cents euros, soit 3 parts..... 3

Ensemble : cent quatre-vingt-six parts..... 186
Soit pour dix-huit mille six cents euros (18.600 €).

Les comparants déclarent que chacune des parts ainsi souscrites est libérée à concurrence d'un tiers (1/3).

STATUTS :

Article 1 - Forme

La société adopte la forme d'une **société privée à responsabilité limitée**.

Article 2 - Dénomination

La société a pour dénomination : "**L'Atelier Soi.e.s Toi.T**", en abrégé : « **L'AST** ».

Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature.

émanés de la société doivent contenir les indications suivantes :

- 1/ la dénomination de la société ;
- 2/ la forme de la société, en entier ou en abrégé, reproduite lisiblement et placée immédiatement avant ou après le nom de la société ;
- 3/ l'indication précise du siège de la société ;
- 4/ l'indication du siège du tribunal dans le ressort territorial duquel la société a son siège social ;
- 5/ le terme « registre des personnes morales » ou l'abréviation « RPM » suivi du numéro d'entreprise.

Article 3 - Siège social

Le siège social est établi à **5680 Doische, rue des Tilleuls, 51.**

Il peut être transféré en tout autre endroit de la région de langue française de Belgique ou de la région de Bruxelles-Capitale par simple décision de la gérance qui a tous pouvoirs pour faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

La société peut établir, par simple décision de la gérance, des sièges administratifs, d'exploitation, agences et succursales en Belgique ou à l'étranger.

Article 4 - Objet

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre, ou pour compte de tiers, ou en participation avec des tiers :

- toutes activités et opérations généralement quelconques se rapportant au coaching individuel (processus d'accompagnement destiné à favoriser un environnement de croissance ou d'optimisation du potentiel de l'individu ou d'un groupe de personnes), au coaching d'équipes (destiné notamment à construire et faciliter une dynamique vers des objectifs communs) ;
- la formation (apprentissage de nouvelles compétences et renforcement de celles déjà acquises) ; le développement du bien-être en entreprise, développement personnel, individuel ; les techniques de relaxation, hypnothérapie, sophrologie, techniques de gestion des émotions ... ;
- le développement organisationnel en entreprise, associations ... ;
- l'organisation de conférences et d'ateliers dans les domaines précités ;
- toutes fonctions de consultance et/ou de services liés aux domaines précités ;
- le conseil en matière de stratégie et d'organisation d'entreprise, de gestion des ressources humaines, de relations publiques, de gestion financière et de communication, ainsi que toute autre activité qui serait nécessaire à la réalisation de l'objet principal.

La société a également pour objet l'aide et l'assistance, le support administratif au Maître de l'Ouvrage dans la gestion de son chantier ; l'organisation par obligation de MOYEN de l'ensemble des corps de métier oeuvrant dans la réalisation de construction de bâtiments neufs ou de rénovations ; l'organisation des intervenants suivants : Architectes - Bureaux d'études (Techniques Spéciales - Stabilité - Acoustique) - Bureau de Contrôle - Coordinateur de Sécurité et instance publique (PU PE SIAMU), pour l'obtention d'un bâtiment agréé et conforme en temps et budget selon les prédictions du Maître de l'Ouvrage.

L'objet de la société comprend plus généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La société pourra également contracter ou consentir tout prêt généralement quelconque.

La société peut s'intéresser, par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription, de prise de participation ou tout autre forme d'investissement en titre ou droit mobilier, d'intervention financière ou autrement, dans toutes affaires, entreprises, associations ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits et services.

La société peut exercer un ou plusieurs mandats d'administrateur ou de gérant dans d'autres sociétés ayant un objet similaire ou non.

Article 5 - Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

Article 6 - Capital

Le capital social est fixé à **DIX-HUIT MILLE SIX CENTS EUROS (18.600 €)**. Il est divisé en cent quatre-vingt-six (186) parts sans valeur nominale, représentant chacune un/cent quatre-vingt-sixième (1/186ième) de l'avoir social, souscrites en espèces et libérées à concurrence d'un tiers.

Les parts sociales sont nominatives.

Article 7 — Vote par l'usufruitier éventuel

En cas de démembrement du droit de propriété de parts sociales, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

Article 8 — Cession et transmission de parts

A/ Cessions libres

Les parts peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, sans agrément, à un associé, au conjoint du cédant ou du testateur, aux ascendants ou descendants en ligne directe des associés.

B/ Cessions soumises à agrément

Tout associé qui voudra céder ses parts entre vifs à une personne autre que celles visées à l'alinéa précédent devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins des associés, possédant les trois/quarts au moins des parts sociales, déduction faite des parts dont la cession est proposée.

A cette fin, il devra adresser à la gérance, sous pli recommandé, une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domiciles du ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans les huit jours de la réception de cette lettre, la gérance en transmet la teneur, par pli recommandé, à chacun des associés, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par écrit dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiennent de donner leur avis seront considérés comme donnant leur agrément. Cette réponse devra être envoyée par pli recommandé.

Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, la gérance notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit associés aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des associés.

Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours ; néanmoins, l'associé voulant céder tout ou partie de ses parts pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées à leur valeur fixée par un expert choisi de commun accord ou, à défaut, par le président du tribunal de commerce du siège social, statuant comme en référé. Il en sera de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire. Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

Article 9 — Registre des parts

Les parts, nominatives, sont inscrites dans un registre tenu au siège social dont tout associé ou tout tiers intéressé pourra prendre connaissance. Y seront relatés, conformément à la loi, les transferts ou transmissions de parts.

Volet B - suite

Article 10 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, statutaires ou non, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée.

Si le gérant est une société, celle-ci doit désigner parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

Article 11 - Pouvoirs du gérant

Conformément à l'article 257 du Code des sociétés et sauf organisation par l'assemblée d'un collège de gestion, chaque gérant représente la société à l'égard des tiers et en justice et peut poser tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Un gérant peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire, associé ou non.

Article 12 - Rémunération

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, le mandat de gérant est gratuit.

Article 13 - Contrôle

Tant que la société répond aux critères énoncés à l'article 15 du Code des sociétés, il n'est pas nommé de commissaire, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Dans ce cas, chaque associé possède individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire. Il peut se faire représenter ou se faire assister par un expert-comptable. La rémunération de celui-ci incombe à la société s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire.

Article 14 - Assemblée générale

L'assemblée générale annuelle se réunit le **premier lundi du mois de juin de chaque année à dix-huit heures**.

Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au plus prochain jour ouvrable, autre qu'un samedi.

Des assemblées générales extraordinaires doivent être convoquées par la gérance chaque fois que l'intérêt social l'exige ou sur la requête d'associés représentant le cinquième du capital.

Les assemblées se réunissent au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation, à l'initiative de la gérance ou des commissaires. Les convocations sont faites conformément à la loi. Toute personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Article 15 — Représentation

Tout associé peut se faire représenter à l'assemblée générale par un autre associé porteur d'une procuration spéciale.

Toutefois, les personnes morales peuvent être représentées par un mandataire non associé.

Article 16 — Prorogation

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être, séance tenante, prorogée à trois semaines au plus par la gérance. La prorogation annule toutes les décisions prises.

La seconde assemblée délibère sur le même ordre du jour et statue définitivement.

Article 17 — Présidence — Délibérations — Procès-verbaux

L'assemblée générale est présidée par un gérant ou, à dé-faut, par l'associé présent qui détient le plus de parts.

Sauf dans les cas prévus par la loi, l'assemblée statue quelle que soit la portion du capital représentée et à la majorité des voix.

Chaque part donne droit à une voix.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont consi-gnés dans un registre. Ils sont signés par les associés qui le demandent. Les copies ou extraits sont signés par un gérant.

Article 18 - Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et finit le **trente et un décembre de chaque année.**

Article 19 - Répartition des bénéfices

Sur le bénéfice net, tel qu'il découle des comptes annuels arrêtés par la gérance, il est prélevé annuellement au moins cinq pour cent (5 %) pour être affectés au fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale at-teint le dixième du capital.

Le solde reçoit l'affectation que lui donne l'assemblée générale statuant sur proposition de la gérance, dans le respect des dispositions légales.

Article 20 - Dissolution - Liquidation

En cas de dissolution de la société, la liquidation est effectuée, sous réserve de la confirmation ou de l'homologation par le tribunal compétent, par le ou les gérants en exercice, à moins que l'assemblée générale ne désigne un ou plusieurs liquidateurs dont elle déterminera les pou-voirs et les émoluments.

Après le paiement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif est réparti également entre toutes les parts.

Toutefois, si toutes les parts sociales ne sont pas libé-rées dans une égale proportion, les liquidateurs rétablissent pré-a-lablement l'équilibre soit par des appels de fonds, soit par des remboursements partiels.

Article 21 — Election de domicile

Pour l'exécution des statuts, tout associé, gérant ou liquidateur, domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège social.

Article 22 — Droit commun

Pour les objets non expressément réglés par les statuts, il est référé à la loi.

III.- DECLARATION

Le notaire a attiré l'attention des comparants sur le fait que la société, dans l'exercice de son objet social, pourrait devoir, en raison des règles administratives en vigueur, obtenir des attestations, au-torisations ou licences préalables.

IV.- DISPOSITIONS TEMPORAIRES

Les comparants prennent les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt de l'extrait de l'acte constitutif au greffe du tribunal de l'entreprise de Liège, division de Dinant, lorsque la société acquerra la personnalité morale.

1°- Le premier exercice social commence le jour du dépôt au greffe et se clôturera le 31 décembre 2019.

2° - La première assemblée générale annuelle se tiendra le premier lundi du mois de juin 2020 à dix-huit heures.

3° - Est désigné en qualité de gérant non statutaire, Monsieur Pascal VAN DAMME, prénommé, ici présent et qui accepte.

Il est nommé jusqu'à révocation, dispose de tous les pouvoirs prévus à l'article 11 des statuts et peut engager valablement la société sans limitation de sommes.
Son mandat est rémunéré.

4° Les associés ne désignent pas de commissaire.

5° - Les gérants reprennent les engagements, ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises depuis le 01 mars 2019, par eux-mêmes, au nom de la société en formation.

Cependant, cette reprise n'aura d'effet qu'au moment où la société acquerra la personnalité morale.

Signé Christine CLINQUART, Notaire.

Déposé en même temps, une expédition de l'acte.